

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 5 septembre 2016

Direction des finances

10 2016.RRGR.103 Motion 033-2016 Wenger (Spiez, PEV) Déductions fiscales pour les entreprises employant des personnes déficientes

N° de l'intervention: 033-2016
Type d'intervention: Motion
N° d'affaire: 2016.RRGR.103
Déposée le: 26.01.2016
Déposée par: Wenger (Spiez, PEV) (porte-parole)
Seiler (Trubschachen, Les Verts)
Messerli (Interlaken, UDC)
Pfister (Zweisimmen, PLR)
Cosignataires: 9
N° d'ACE: 719/2016 du 15 juin 2016
Direction: FIN

Déductions fiscales pour les entreprises employant des personnes déficientes

Le Conseil-exécutif est chargé de déposer l'initiative cantonale suivante en vertu de l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale :

1. Article 28, alinéa 6 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID) : Les cantons peuvent favoriser la création d'emplois et de places de formation destinés aux personnes déficientes en accordant aux entreprises une déduction forfaitaire sur le bénéfice. Sont réputées déficientes les personnes au bénéfice d'une rente AI complète ou partielle, pendant toute la durée de la reconnaissance par l'AI, et les personnes au chômage arrivées en fin de droit et difficiles à placer, pour une durée de trois ans au maximum. La déduction s'élève à 5000 francs.
2. Article 68, alinéa 2 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) : Une déduction forfaitaire sur le bénéfice est accordée, par poste à plein temps et par année, aux entreprises qui proposent des emplois aux personnes déficientes et emploient de telles personnes. Sont réputées déficientes les personnes au bénéfice d'une rente AI complète ou partielle, pendant toute la durée de la reconnaissance par l'AI, et les personnes au chômage arrivées en fin de droit et difficiles à placer, pour une durée de trois ans au maximum. La déduction s'élève à 5000 francs.

Développement :

Nous avons tout intérêt, économiquement parlant, à ce que les citoyens et les citoyennes gagnent leur vie pour assurer leur subsistance ou en tout cas, en assurer une partie. Toute diminution des prestations sociales est un plus.

Le travail représente bien plus que l'argent qu'il rapporte. Son importance sociale et sociétale est incommensurable. La structuration du quotidien par le travail préserve les personnes déficientes de l'exclusion et de ses conséquences.

L'intégration des personnes déficientes dans le monde du travail n'est possible que si les employeurs sont disposés à les embaucher. Or, c'est une démarche que de nombreuses entreprises craignent ou répugnent à suivre.

Une baisse adéquate des impôts sur le bénéfice permettrait de sensibiliser les employeurs. Une déduction de 5000 francs sur le bénéfice correspond à une baisse de l'impôt de 1000 francs environ. Mais le bénéfice pour les parties concernées et l'Etat va bien au-delà de cette somme.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif partage l'avis des motionnaires selon lequel la réinsertion professionnelle des personnes aux capacités de travail réduites est une tâche majeure de la politique sociale. Elle

permet à ces personnes de gagner leur vie, tout en étant une source de reconnaissance et un facteur d'intégration sociale (cf. le rapport sur les emplois de niche du 13 avril 2011¹ et les réponses du Conseil-exécutif aux précédentes interventions parlementaires sur le thème de la réinsertion²).

Les motionnaires souhaitent favoriser l'emploi des personnes aux capacités de travail réduites grâce à des incitations financières à l'embauche. Il s'agirait d'introduire une déduction à cet effet dans la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD ; RS 642.11) et dans la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID ; RS 642.14), auxquels pourraient prétendre les employeurs qui proposent des postes adaptés à ce public et emploient des personnes dans cette situation.

Les personnes souffrant de troubles ne forment pas un groupe homogène. Il existe en effet toute une variété de pathologies qui peuvent prendre les formes et présenter des niveaux de gravité les plus divers et qui, de ce fait, n'affectent pas de la même manière le potentiel et les ressources des intéressés. Les possibilités d'insertion de ces personnes et leurs besoins en conseil, en suivi et en assistance sont donc aussi variés que les formes de trouble.

Il convient donc d'examiner au cas par cas l'opportunité d'une aide financière et, le cas échéant, son montant. La Suva et l'assurance-invalidité peuvent verser des aides aux entreprises qui engagent l'un de leur client ou cliente, ceci pour atténuer les charges salariales plus élevées qui en résultent. Toute aide financière doit s'inscrire dans un plan global. Elle doit être réservée aux entreprises en capacité de proposer des emplois appropriés. Subventionner des emplois ne répondant pas aux besoins des personnes à insérer pourrait s'avérer contre-productif au final.

Vu sous cet angle, la déduction proposée est trop généralisatrice ; elle ne tient aucun compte des situations individuelles. Et eu égard au groupe cible, les dispositions suggérées seraient par ailleurs trop restrictives telles qu'elles sont formulées. En effet, les entreprises qui emploient des personnes qui ne sont ni en fin de droit, ni au bénéfice d'une rente d'invalidité (places d'insertion, etc.) méritent aussi une aide. Il est impossible de recourir à la taxation fiscale pour subventionner de manière appropriée les entreprises qui emploient des personnes à capacité réduite.

D'autres considérations d'ordre plus général s'opposent à l'instauration de nouvelles déductions.

- Le droit fiscal est subordonné au principe constitutionnel de l'imposition d'après la capacité contributive. Les déductions fiscales sont donc principalement justifiées si elles permettent de tenir compte d'une capacité contributive réduite. Ce principe est nécessairement mis à mal par l'instauration de déductions dont le but est d'induire un certain comportement. Ces déductions ne doivent donc être utilisées qu'avec beaucoup de réserve. En raison des effets dits d'aubaine³, les mesures fiscales introduites dans un objectif non fiscal sont peu efficaces (cf. « Rapport du Conseil fédéral du 6 mai 2011 en réponse au postulat du conseiller national Antonio Hodgers (09.4298) »⁴).
- Les mesures de ce type sont en outre délicates, car toute nouvelle déduction complique davantage encore le droit fiscal et tend à accroître la demande en nouvelles déductions. Or il faut garder à l'esprit que le personnel de l'Intendance des impôts doit ensuite appliquer ces mesures (examen des conditions de déductibilité).

L'insertion professionnelle des personnes handicapées est favorisée par des prestations de l'assurance-invalidité ou encore grâce à des programmes de coaching professionnel financés par certaines institutions. En complément, de nombreuses institutions, aussi bien bernoises et cofinancées par le canton qu'extracantonales, proposent des emplois et places d'occupation protégés pour différents publics et dans les domaines d'activité les plus divers. Sur son site Internet, le service d'information et de coordination RAYON répertorie les places réservées aux personnes handicapées qui sont vacantes dans le canton de Berne (www.rayon.ch).

Pour que les personnes souffrant d'un trouble parviennent à se (ré)insérer, il est avant tout nécessaire de dépasser les préjugés et les questionnements sur la manière de s'y prendre avec ces personnes et de vaincre les craintes concernant l'organisation du travail ou le risque de ne pas pouvoir atteindre les objectifs d'équipe ou de service. Les employeuses et employeurs ont besoin d'être convenablement informés sur le sujet. La plateforme www.compasso.ch est un portail moderne, taillé sur mesure pour répondre aux besoins des entreprises.

¹ <http://www.mm.directories.be.ch/files/6219/16953.pdf>.

² Motion (M 022/2009) PS-JS (Lüthi, Wynigen) du 19 janvier 2009 « Création d'emplois : promotion des emplois de niche » ; motion (M 089/2010) Kipfer (PEV, Thoune) du 2 juin 2010 « Favoriser l'emploi de niche » ; motion (M 111-2010) Häsler (Les Verts, Burglauenen) du 21 juin 2010 « Intégration des personnes handicapées dans le monde du travail ».

³ Il y a effet d'aubaine lorsque l'activité désirée aurait été entreprise même sans allègement fiscal. L'effet incitatif manque sa cible à hauteur de cet effet d'aubaine.

⁴ <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/35814.pdf>.

Le Conseil-exécutif est donc d'avis qu'il n'est pas opportun d'introduire de nouvelles déductions dans la législation fiscale. En conséquence, il s'oppose aussi au dépôt d'une initiative cantonale de cette teneur⁵.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Wir kommen zur Motion Wenger, Traktandum 10. Wir führen eine freie Debatte.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Die Integration beeinträchtigter Menschen ist eigentlich für alle wichtig. Auch auf der Kostenseite ist es auf mehreren Ebenen vorteilhaft, wenn möglichst viele Leute ihr Leben selber, oder zumindest teilweise selber verdienen können. Bis zu diesem Punkt geht auch die Regierung in ihrer Antwort auf den Vorstoss mit mir einig. Gerade im Kanton Bern helfen glücklicherweise viele Arbeitgeber mit, dass auch Schwächere einen Arbeitsplatz im ersten Arbeitsmarkt haben. Aber es gibt eben auch ganz viele, die sich dort bis heute nicht engagieren. Dies, obschon gute Möglichkeiten für niederschwellige Arbeiten vorhanden wären, nämlich für Arbeiten, die gut auf solche Leute zugeschnitten wären. Ich habe mir überlegt, was man machen könnte, damit die Arbeitgeber die Schwelle überwinden, die sie offenbar daran hindert, solche Leute zu beschäftigen. Am liebsten wäre es mir, wenn man im Bereich der Arbeitsvergabe etwas tun könnte. Denn als Unternehmer ist es ganz klar so, dass man darauf am besten hört. Ein weiterer Punkt sind natürlich die Steuern. Wenn man in Unternehmerkreisen verkehrt, spricht man relativ rasch über Steuern; über hohe oder eben auch über ungerechtfertigte Steuern. Deshalb liegt für mich der zweite Punkt näher an der Realisierung, als derjenige der Arbeitsvergabe: Ich habe die Vorstellung, dass man als Firma bei den Steuern einen pauschalen Abzug pro Arbeitsplatz in diesem Bereich machen kann. Der Text, den ich entsprechend angepasst habe, um ihn anschliessend an Bundesbern weiterzugeben, ist so formuliert, dass man eine Handhabe, eine Möglichkeit hätte, bei unseren kantonalen Steuern 5000 Franken für einen solchen Arbeitsplatz abziehen zu können. Sicher gibt es für die Realisierung verschiedene Wenn und Aber in diesem Bereich. Ich bin aber ganz klar der Überzeugung, dass man bei jeder Variante, in der keine klare Trennlinie möglich ist – und das ist bei Beeinträchtigten nun einmal so –, immer irgendwo das Haar in der Suppe finden wird. Die schlechteste Lösung wäre für mich, wenn wir nichts tun. Deshalb bitte ich Sie, mitzuhelfen, dass wir diese parlamentarische Initiative ins Bundeshaus hinüber geben können, damit man dort diese Lösung – oder vielleicht eine bessere – umsetzen und der Idee zum Durchbruch verhelfen kann. Ich bitte Sie, der Motion zuzustimmen.

Le président. Möchte sich jemand von den Mitmotionären äussern? – Das ist nicht der Fall, demnach fahren wir mit den Fraktionsvoten fort.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Es ist nicht gerade angenehm, sich gegen ein Anliegen der Beeinträchtigten zu äussern. Das Grundanliegen, das der Motionär hier aufgreift, ist ganz sicher unbestritten. Dies gilt auch für die EDU-Fraktion. Aber der vorgeschlagene Weg dazu ist aus unserer Sicht der falsche. Weshalb dies? Es gibt einige Probleme. Das erste Problem liegt bereits in der Standesinitiative. Wie viele Standesinitiativen haben wir in letzter Zeit doch eingereicht. Die beteiligten Motionäre, respektive deren Parteien, sind im Gegensatz zur EDU alle im nationalen Parlament vertreten. Warum gehen Sie nicht zu Ihren Vertretern, wenn es sich um ein eidgenössisches Anliegen handelt, und bitten sie, dieses einzubringen? Auch sind die Erfolgsquoten der durch den Kanton Bern eingereichten Standesinitiativen beim Bund nachgerade peinlich.

Zwei Probleme sehen wir bei Steuerabzügen. Die Einführung eines neuen Abzugs würde eine weitere Verkomplizierung bedeuten. Es würde mehr administrativer Aufwand verursacht und es wären mehr Kontrollen nötig. Dabei wird immer wieder gefordert, die Steuererklärung sollte einfacher werden und auf einem Bierdeckel Platz finden. Ein weiteres Problem liegt in der Umsetzung. Es sind nicht alle IV-Bezüger gleich leicht oder gleich schwer zu integrieren oder zu beschäftigen. Aber man würde für alle dieselbe finanzielle Abgeltung erhalten, und bei näherer Betrachtung wäre dies dann ohnehin wohl nur ein Tropfen auf einen heissen Stein. Schliesslich noch ein letzter Punkt, der mir nicht unwesentlich zu sein scheint. Ich habe bei mir im Betrieb auch

⁵ Le Conseil-exécutif a déjà exposé les (maigres) chances de succès d'une initiative cantonale dans sa réponse à la motion ([M 205-2012](#)) Haas (PLR, Berne) « Analyse des effets des initiatives cantonales ». CONVERT_d074b689d0c9433dad6ccad3bee8d919 19.09.2016

jemanden mit Beeinträchtigung angestellt. Wenn wir solche Leute nicht aus Überzeugung beschäftigen, sondern nur aufgrund des finanziellen Anreizes, dann ist diesen Mitarbeitern oder diesen Mitarbeiterinnen wahrscheinlich auch nicht geholfen. Die EDU wird diesen Vorstoss daher ablehnen.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Dieser Vorstoss erscheint auf den ersten Blick sehr sympathisch. Er betrifft das Problem der beruflichen Reintegration, das sicher zumindest teilweise noch auf gute Lösungen wartet. Aber als wir den Vorstoss genauer gelesen haben, sind deutliche Zweifel aufgetaucht. Uns ist nicht ganz klar, was mit der Ausgestaltung der beiden erwähnten Artikel im Steuerharmonisierungsgesetz und im Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer erreicht werden soll. Denn es heisst im vorgeschlagenen Artikel: «Als beeinträchtigt gelten Mitarbeiter mit einer ganzen oder teilweisen IV-Rente während der ganzen Dauer der IV-Anerkennung und Arbeits- und Ausbildungsplätze für, von der ALV ausgesteuerte, schwer vermittelbare Arbeitnehmer, für die Dauer von maximal 3 Jahren.» Nebst diesem doch eher sperrigen Text habe ich Verständnisprobleme. So soll gemäss Artikel 68 des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer der Steuerabzug von 5000 Franken nur pro 100-Prozent-Stelle und nur für ein volles Jahr gewährt werden. Das ist doch etwas speziell, denn erstens können recht viele IV-Bezüger gar nicht zu 100 Prozent arbeiten. Zweitens sind in gewissen Branchen Teilzeitanstellungen durchaus üblich, beispielsweise wie bei mir, im Gastgewerbe. Somit können also nur diejenigen Betriebe profitieren, die einen IV-Bezüger einstellen können, der zu 100 Prozent arbeiten kann oder will. Alle anderen gingen leer aus. Weshalb also sollte ich als Arbeitgeber eine 50-Prozent-Stelle für einen IV-Bezüger anbieten, wenn ich dann nicht profitieren kann? Ist es der Zweck dieser Idee, dass nur 100-Prozent-Stellen zur Reintegration von IV-Bezügern gefördert werden sollen? Zudem, was geschieht nach diesen drei Jahren? Dann erhält der Arbeitgeber nichts mehr, obwohl der IV-Bezüger vielleicht immer noch nicht, oder vielleicht auch gar nie, die volle Arbeitsleistung erbringen kann.

Weiter kommt das angesprochene Thema der Steuerabzüge hinzu. Dieses Thema hat gerade in den Diskussionen um das Steuergesetz sehr viel zu reden gegeben. Die Grünliberalen haben sich schon immer dafür eingesetzt, dass genau solche Steuerabzüge aus dem Steuergesetz verschwinden, und nun sollen wir das Problem der Reintegration von IV-Bezügern über dieses Instrument lösen. Das wollen wir nicht. Im Übrigen können wir uns weitestgehend der Argumentation des Regierungsrats anschliessen. Sie ist mit dem Hinweis auf die individuellen Lohnkostenzuschüsse durch die IV und die Suva schlüssig und logisch. Deshalb werden wir die Motion, respektive die Standesinitiative, nicht unterstützen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Das Anliegen der Motion ist zwar sympathisch, und für die berufliche Integration etwas zu tun, ist an sich eigentlich nicht falsch. Leider ist aber für uns das Einreichen einer Standesinitiative nicht der richtige Weg, ebenso wenig wie ordnungspolitische Probleme via Steuerrecht zu korrigieren oder zu lösen. Steuern werden nach den wirtschaftlichen Möglichkeiten erhoben, und das vorliegende Anliegen, das hiermit erfüllt werden soll, hat nichts mit den wirtschaftlichen Möglichkeiten zu tun. Es gibt heute bereits diverse Stellen, die bei der Vermittlung von Stellen für Menschen mit Beeinträchtigung behilflich sein können, und auch behilflich sind. Und es gibt Instrumente, mit welchen Unternehmen auf andere Weise belohnt werden können, als mittels Antrag auf einen Steuerabzug. Ich kann das ganz aktuell anhand eines Beispiels aus unserem Betrieb bestätigen. Nachdem ein junger Mann aus einer Institution für Menschen mit einer Beeinträchtigung bei uns ein Praktikum absolviert hatte – wir bieten regelmässig solche Praktikumseinheiten an –, kam bei ihm der Wunsch auf, bei uns eine Anstellung zu erlangen, und so bewarb er sich spontan. Gemeinsam mit der IV, der Institution selber, dem jungen Mann und seinen Eltern und auch mit unseren Mitarbeitern suchten wir eine Lösung, um diesem Wunsch zu entsprechen: Wo kann man den Mann einsetzen? Zu wie viel Prozent? Wie sieht die Entlohnung aus? Wer ist Ansprechpartner? Zusammen konnten wir für diese und weitere Fragen eine Lösung finden, und der junge Mann arbeitet jetzt seit gut einem Jahr bei uns im Betrieb. Er ist integriert, und unsere Mitarbeiter wissen, worauf sie bei der beruflichen Begleitung dieses jungen Mannes achten müssen. Für solche Situationen eine steuerliche Begünstigung zu erhalten, stand für uns nie im Vordergrund.

Punkt 2 der Motion, die eine Standesinitiative verlangt, ist aus folgenden Gründen für die BDP insgesamt nicht zielführend: Wer entscheidet über die Art und Weise der Beeinträchtigung? Wie der Regierungsrat richtig schreibt, sind Menschen mit Beeinträchtigung keine homogene Gruppe. Für

die Integration kann nicht einfach ein Formular x hervorgeholt werden. Das ist alles mit sehr grossem administrativen Aufwand verbunden. Wir sprechen aktuell ebenfalls über die Integration von jungen Asylsuchenden und vorläufig Aufgenommenen. Diese jungen Menschen haben neben diversen Traumata vermutlich auch eine sprachliche Beeinträchtigung. Wird diese gleichgeschaltet mit den Beeinträchtigungen, welche die Motionäre auflisten? Wann ist jemand ein schwer vermittelbarer Arbeitnehmer? Ist er dies nach fünf, zehn oder mehr erfolglosen Bewerbungen? Oder wie definieren wir diesen Sachverhalt, damit wir alle vom selben sprechen? Die BDP stellt fest, dass die Motion, auch wenn ihr Anliegen und dessen Begründung durchaus nachvollziehbar sind, mehr Fragen aufwirft, als sie Antworten liefert. Die Abgrenzung im Vollzug würde äusserst schwierig und wäre kaum gerecht.

Wie eingangs erwähnt wollen wir zudem nicht ordnungspolitische Probleme via Steuergesetz lösen. Wir diskutieren hier im Rat immer wieder – und hier knüpfe ich an das Votum von Nathan an – über Steuerabzüge, und machen damit unser Steuersystem weder einfacher noch transparenter. Im Gegenteil, wir verkomplizieren unser System und suchen Abzugsberechtigung um Abzugsberechtigung ausserhalb des Systems. Wir sind der Überzeugung, Unternehmen, die sich für soziale Themen wie das Vorliegende einsetzen, werden dies auch tun, wenn sie dafür nichts steuerlich in Abzug bringen können. Sie tun dies, weil es in die Unternehmenskultur und ins Unternehmen selber passt; weil in ihrem Unternehmen der soziale Gedanke vorhanden ist. Die BDP lehnt den Vorstoss einstimmig ab. Dies, wie gesagt, nicht aus sozialen, sondern aus ordnungspolitischen Gründen.

Hans Kipfer, Münsigen (PEV). Uns allen ist bewusst, dass es in der heutigen Gesellschaft, der Arbeitswelt, nicht nur voll leistungsfähige Menschen gibt. Einige leisten 100 Prozent und mehr, andere sind aus unterschiedlichen Gründen nicht fähig, die volle Leistung abzurufen. Leistungsbeeinträchtigung ist eine Realität in der heutigen Arbeitswelt. Deshalb ist es eben wichtig, diese Mitmenschen im Prozess der Arbeitswelt und in der Gesellschaft tragen und halten zu können. Das ist aufgrund der Gesamtkosten wichtig, aber auch aus Gründen der persönlichen Entwicklung all dieser Mitmenschen. Es ist wichtig, dass sie weiterhin in einem sozialen Umfeld leben können und so in der Gesellschaft aufgehoben sind. Der Motionär greift also ein wichtiges Thema auf und fordert vor allem Eines: Er fordert eine Wertschätzung derjenigen Unternehmer, welche sich genau hier mit viel Herzblut engagieren. Markus Wenger schlägt vor, diese Wertschätzung mit einem Steuerabzug, als einfaches Mittel, auszudrücken. Die Betreuung von Leistungsbeeinträchtigten ist immer mit einem gewissen Aufwand verbunden. Deshalb scheint dies ein guter Weg zu sein, um einen Teil dieser Kosten zurückzuerstatten. Das kann der Kanton Bern aber nicht alleine tun. Es ist also durchaus sinnvoll, hier eine gesamtschweizerische Lösung anzustreben. Genau deshalb brauchen wir den Weg über die Standesinitiative, damit wir gesamtschweizerisch vom selben sprechen und schlussendlich genau diese Möglichkeiten bieten. Beauftragen wir also den Bund mit der Ausgestaltung einer wertschätzenden Lösung für das soziale Engagement vieler Unternehmer.

Zum Schluss noch ein Wort aus persönlicher Erfahrung. Für Arbeitsplätze für Leistungsbeeinträchtigte und für die Integration dieser Mitmenschen braucht es immer ein familiäres Umfeld, einen persönlichen Kontakt und einen direkten Bezug zu diesen Leuten. Das ist nicht möglich in einem anonymen Umfeld, einer anonymen Masse, in einem unpersönlichen Gross- oder Grösstbetrieb. Gerade die Vielzahl von kleinen und kleinsten Unternehmungen und Betriebe, die wir im Kanton Bern haben, besitzen hier ein riesiges Potenzial, und sie engagieren sich auch bereits sehr stark. Drücken wir deshalb diesen KMU doch unsere Wertschätzung aus mit der Überweisung dieses Vorstosses. Die EVP empfiehlt Ihnen einstimmig, die Motion zu überweisen.

Martin Boss, Saxeten (Les Verts). Es gibt schon jetzt Arbeitgeber und Unternehmungen, die Beeinträchtigte anstellen, was ich für sehr vorbildlich halte. Sie sollen für diese Leistung auch einen wirtschaftlichen Gegenwert bekommen. Das heisst, sie sollen, wie die Motionäre fordern, einen Steuerabzug erhalten. Der vorgeschlagene Steuerabzug soll für weitere Arbeitgeber und Unternehmungen Anreize schaffen, ebenfalls solche Arbeitsplätze anzubieten. Das ist ein super Ansatz. Im Gegenzug erlangen somit Beeinträchtigte die Integration in den Arbeitsmarkt, was mithilft, diese Menschen vor der Ausgrenzung und deren Folgen zu schützen. Ein eigenes, erarbeitetes Einkommen wird so verdient. Das erhöht das Selbstwertgefühl und kann Ansporn für weitere Leistungen sein.

Der Regierungsrat argumentiert, die Individualität dieser Menschen sei zu komplex, und Suva und

IV könnten Lohnzuschüsse ausrichten, um die höheren Aufwände bei der Anstellung auszugleichen. Dieser Ansatz ist sicher gut. Aber es braucht auch so genannt richtige Arbeitsverhältnisse im ersten Arbeitsmarkt, die dadurch nicht ersetzt werden können. Es ist durchaus sinnvoll, dass die Arbeitgeber oder Unternehmungen auch selber Zeichen setzen. Das könnte ein weiteres Puzzleteil darstellen, zusätzlich zu den bereits bestehenden Angeboten, wie beispielsweise Jobcoaching. In diesem Bereich hat man sicher auch schon einmal über Quoten gesprochen; Quoten dafür, wie viele Arbeitsplätze die Arbeitgeber und Unternehmungen für Beeinträchtigte zur Verfügung stellen sollten. Die Motion verlangt jedoch, Anreize zu schaffen, und das ist ein guter Ansatz. Damit können wir von solchen Quoten absehen. Im Wissen darum, dass unser Steuersystem bereits jetzt sehr kompliziert und mit x Ausnahmen gespickt ist, ist die Antwort des Regierungsrats auch verständlich. Auch wir haben diskutiert, dass schon wieder eine Standesinitiative des Kantons Bern dann sicher einmal das Mass füllt, und deshalb sind wir damit auch nicht ganz glücklich. Die grüne Fraktion findet aber, das Anliegen sei dennoch unterstützungswürdig. Sie befürwortet diese Standesinitiative mit 10 gegen 1 Stimme bei 1 Enthaltung.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Wie Sie sehen, bin ich ebenfalls Mitmotionär. Dies, weil wir in unserem Betrieb auch Leute mit Beeinträchtigungen anstellen. Jede Unternehmung, die Leute mit Beeinträchtigung anstellt, hat natürlich einen zusätzlichen Aufwand, um deren Arbeit zu kontrollieren und ihnen den Arbeitsablauf beibringen zu können. Es ist natürlich nicht so, dass man diese Leute einfach so anstellen kann, und dann hat man damit bereits etwas Gutes getan. Vielmehr muss man sie, wie ich bereits sagte, begleiten. Die FDP-Fraktion hat Verständnis für das Anliegen des Vorstosses, findet jedoch, dies sei nicht der richtige Weg. Unternehmungen einen Steuerbonus zu geben, ist wohl zu kompliziert, und aufgrund dieser Überlegungen kann die FDP-Fraktion den Vorstoss mehrheitlich nicht unterstützen.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Wir haben nun in einigen Voten dasselbe gehört. Ich kann es daher kurz machen. Die Stossrichtung würde die SVP-Fraktion selbstverständlich unterstützen, aber dies muss auf anderer Basis geschehen. Die Antwort der Regierung ist absolut einleuchtend. Die SVP-Fraktion unterstützt diese mehrheitlich und lehnt den Vorstoss bei einigen Enthaltungen ab.

Le président. Das ging tatsächlich schnell. Als nächster hat Grossrat Hügli für die SP-JUSO-PSA das Wort. – Er ist nicht da, dann fahren wir mit den Einzelsprechern fort. Es geht halt manchmal schneller als man denkt. Grossrat Ruchti hat das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Fritz Wyss hat es gesagt: In der SVP gibt es viele, die den Vorstoss ablehnen. Es gab aber auch Enthaltungen, und ich bin einer derjenigen, die sich enthalten haben. Ich werde nun jedoch der Motion zustimmen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, es geht hier um Menschen. Wir können nicht immer Geld gegen behinderte Menschen abwägen und nur überlegen, was für die Finanzen des Kantons besser oder schlechter wäre. Ich glaube, der Motionär will mit dieser Standesinitiative etwas für diese Menschen tun, und das halte ich für sehr wichtig. Es ist wichtig, dass wir behinderten Menschen, die am Rand stehen, eine Chance geben können. Sie sind womöglich an den Rand geraten, nachdem sie zuvor vielleicht einmal zu 100 Prozent arbeiten konnten, und plötzlich erleiden sie durch einen Unfall oder ein Ereignis eine Behinderung. Diese Chance kann so wichtig sein, dass sich der Grad ihrer Behinderung plötzlich zum Besseren verändern kann. Es kann aber auch so sein, dass unsere Gesellschaft dadurch bereichert wird. Sehen Sie, viele dieser Behinderten stehen irgendwo in einem sozialen Umfeld. In der Arbeitswelt müssen sie dann zum Sozialamt oder zum Arbeitsamt gehen, um Unterstützung zu suchen. Dabei werden viele demoralisiert, bekommen psychische Probleme, müssen zum Psychiater gehen usw. Ich sage das nicht einfach so; ich kenne solche Leute, und deshalb stehe ich auch hier vorne. Ich werde der Motion zustimmen, und hoffe, es gebe auch sonst noch den einen oder anderen, der versuchen könnte, umzudenken. Es geht hier einmal nicht um Geld, sondern um Menschen, denen man eine Chance geben möchte. Sie sollen durch eine Standesinitiative, die der Kanton Bern beim Bund einreicht, bessere Bedingungen erhalten, um in die Arbeitswelt integriert zu werden, auch wenn es deshalb dann halt ein paar «Fränkli» weniger an Steuern gibt.

Le président. Inzwischen haben wir den Fraktionssprecher der SP gefunden. Grossrat Hügli hat das Wort.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Ich wurde etwas überrascht von der Kürze des Votums von Fritz Wyss, deshalb hat es mir nicht gereicht, rechtzeitig hier zu sein. Ich gebe Ihnen nun also die Stellungnahme der SP-JUSO-PSA-Fraktion zum Vorstoss bekannt.

Und jetzt noch das: Wir haben die Unternehmenssteuerreform III; die Steuerstrategie des Kantons Bern; die Senkung der Gewinnsteuern, und jetzt noch das. Jetzt sollen auch noch neue Steuerabzüge gemacht werden. Davon wäre zwar nicht nur der Kanton Bern betroffen. Wenn dies tatsächlich durchkäme, würde es die ganze Schweiz betreffen. Aber es würde sich ein weiteres Mal um eine Abnahme der Mittel für den Kanton, den Staat, handeln. Und vor allem wird das Ganze von der falschen Seite her betrachtet. Die Perspektive stimmt nicht. Die Unternehmungen sollen nicht belohnt werden, wenn sie etwas Gutes tun. Sie sollten vielmehr bestraft werden, wenn sie das nicht tun, was eigentlich ihre gesellschaftliche Verantwortung wäre. Ein Unternehmen, ein Betrieb im Kanton Bern oder in der Schweiz hat die Aufgabe, seine gesellschaftliche Verantwortung wahrzunehmen, auch für Personen mit Beeinträchtigungen Stellen anzubieten und solche Personen auch mitzutragen. Das ist nicht nur Schweizer Tradition, sondern es gehört sich auch einfach so. Es kann nicht sein, dass Unternehmen quasi mit einem Pfand dafür belohnt werden, solche Arbeitsplätze anzubieten, als könnte beziffert werden, wie viel der Mensch wert ist, der an einem solchen Platz arbeitet. Die Intention hinter diesem Vorstoss ist gut, aber das vorgeschlagene Mittel, um sie umzusetzen, damit solche Stellen in den Unternehmungen gefördert werden, ist sicher das falsche. Deshalb macht Ihnen die SP-JUSO-PSA-Fraktion beliebt, den Vorstoss abzulehnen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Es geht um die Chance zur Integration und den Arbeitseinbezug von hilfsbedürftigen Menschen in nicht geschützte Arbeitsstellen. Und das zu Tarifen, die finanziell 20mal günstiger sind, als wenn der Staat diese anbieten könnte. Es ist also nicht so, dass dies den Staat am Ende mehr kostet, sondern wesentlich weniger; 20mal günstiger, das ist doch den Versuch wert! Weshalb haben wir davor Angst? Man findet immer irgendwie noch Stellen hinter dem Komma, die vielleicht nicht so gut sind. Aber lassen wir das doch einmal sein – es würde sich lohnen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Nachdem ich der Diskussion nun zugehört habe, gewinne ich den Eindruck, es hätten nicht ganz alle verstanden, was der Vorstoss eigentlich fordert. Es geht nämlich darum, ob man für Unternehmen, welche Leute mit Beeinträchtigungen beschäftigen, einen zusätzlichen Steuerabzug zulassen will. Aber der grösste Teil der Votantinnen und Votanten stellte sich hier auf den Standpunkt, es gehe darum, Stellen für Leute mit Beeinträchtigungen zu fördern. Doch darum geht es in diesem Vorstoss nicht, sondern um einen zusätzlichen Steuerabzug. Und hier teile ich die Ansicht von etlichen unter Ihnen, die sagen, die Idee hinter dem Vorstoss, Arbeitsplätze für Leute mit Beeinträchtigungen zu fördern und zu fordern, sei zu unterstützen. Diese Idee ist zu unterstützen, aber der Weg über einen Steuerabzug ist der falsche, Kolleginnen und Kollegen! Wir haben immer wieder das Gefühl, wir könnten über Steuerabzüge Ordnungspolitik betreiben. Aber das funktioniert einfach nicht. Wenn wir ehrlich sein und alle Voten, die hier gefallen sind, vollziehen wollen, dann müssen wir darüber diskutieren, wie wir die Unternehmen dazu verpflichten und darin fördern können, dass sie solche Arbeitsplätze zur Verfügung stellen. Und auch darüber, wie wir solche Unternehmen finanziell unterstützen können. Wir sollten also keinen Abzug bei den Steuern zulassen, sondern einen finanziellen Unterstützungsanreiz bieten. Das wäre der richtige Weg, den wir diskutieren müssten. Es ist eine unsägliche Geschichte, wenn in unserer Gesellschaft versucht wird, alles und jedes durch Steuerabzüge zu lösen. Selbstverständlich ist das sehr einfach. Man bringt das sehr viel einfacher durch, als wenn man versuchen würde, Unterstützungsbeiträge zu leisten. Die einzigen, die sich freuen, wenn wir solche Vorstösse überweisen, sind die Steuerjuristen und Steuerberater. Sie können dann nämlich darauf wieder mehr Zeit verwenden.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Ich erteile mich hier, bzw. gebe meine Interessenbindung bekannt: Ich bin Vorstandsmitglied der kantonalen Behindertenkonferenz und Stiftungsratsmitglied der Stiftung Früherziehungsdienst Kanton Bern. Trotzdem lehne ich die vorliegende Motion ab. Wir können Menschen mit einer Behinderung nicht zweimal stigmatisieren. Sie sind bereits stigmatisiert, indem sie ihre Behinderung haben, mit der sie leben und umgehen müssen. Das betrifft auch ihre Familien. Bei der IV-Revision habe ich von Firmen immer wieder gehört: «Das ist unsere eigene Verantwortung, wir machen das schon.» Geschehen ist nichts, insofern müsste man eigentlich dem

Motionär Recht geben. Trotzdem lehnen wir den Vorstoss ab. Es geht, wie gesagt, wirklich um eine gesellschaftliche Verantwortung, die jede und jeder als Arbeitgeberin oder Arbeitgeber wahrnehmen soll und muss. Früher war es selbstverständlich, dass Patrons ihre behinderten Verwandten anstellten. Ich habe in einem solchen Betrieb eine Lehre gemacht. Da gab es jemanden, «dr Fribi», den wir alle sehr hoch geschätzt haben. Man konnte ihm sagen, er solle am Kiosk ein «Ragusa» holen, er holte die Post und erledigte allerlei ähnliche Aufgaben. Er erlebte Achtung in unserem Betrieb, hatte eine Stelle und erhielt einen Lohn. Die IV stellt den Betrieben Coaches zur Verfügung, wenn sie Menschen mit einer Behinderung anstellen. Wie vorhin gesagt wurde, gibt es bereits Hilfeleistungen. Ich denke, es ist vieles aufgegleist. Es ist wirklich eine ethische Frage, ob man Menschen mit einer Behinderung anstellt oder nicht, und keine finanzpolitische.

Beatrice Simon, directrice des finances. Der Regierungsrat ist wie die Motionäre der Meinung, dass die Reintegration von Menschen mit eingeschränkter Leistungsfähigkeit eine der ganz wichtigen Aufgaben darstellt. Es stellt sich jedoch die Frage, wie dieses Ziel sinnvollerweise umgesetzt werden kann. Nach Auffassung der Regierung sind zusätzliche Steuerabzüge der falsche Weg. Sie konnten die Gründe, weswegen der Regierungsrat diese ablehnt, in der Motionsantwort ausführlich lesen. Abzüge haben im Steuerrecht primär die Aufgabe, die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Steuerzahlers zu ermitteln, damit die Besteuerung entsprechend der Finanzkraft der steuerpflichtigen Person erfolgen kann. Kosten, die beim Erzielen von Einkünften anfallen, werden deshalb steuerlich auch als Abzug zugelassen. Bei den Unternehmungen bedeutet dies, dass der geschäftsmässig begründete Aufwand in Abzug gebracht werden kann. Das gilt übrigens auch für Kosten, die bei der Beschäftigung von Menschen mit einer Beeinträchtigung allenfalls anfallen. Wenn für diese Beschäftigten zusätzliche Vorkehrungen getroffen werden müssen, und deshalb eben auch zusätzliche Kosten anfallen, dann können diese entsprechend bei der Steuererklärung geltend gemacht und in Abzug gebracht werden. Würden nun über diese geschäftsmässig begründeten Kosten hinaus Abzüge gewährt, so würde dies das Gebot der Besteuerung nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit zwangsläufig verletzen, und dies kann ganz sicher nicht im Sinne des Grossen Rats des Kantons Bern sein. Lehnen Sie diese Motion deshalb bitte ab.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Ich stelle fest, dass sich hier im Rat in etwa drei Gruppen bilden. Herzlichen Dank an die erste Gruppe, die mir zustimmt und mich unterstützt. Zur zweiten Gruppe gehören alle, die finden, das Anliegen sei gut, aber der Weg oder der Pfad sei der falsche. Ja, dann bitte ich Sie doch, mir den richtigen Weg oder den richtigen Pfad für die Integration von Beeinträchtigten aufzuzeigen. Ich helfe gerne bei einem nächsten Vorstoss mit, zu versuchen, dieses Ziel auf dem richtigen Weg, dem richtigen Pfad, zu erreichen. Nicht ganz klug wurde ich aus den Aussagen der SP. Wenn es nicht möglich ist, im Steuerrecht zu definieren, wer einen Beeinträchtigten beschäftigt und wer nicht, um wie viel mehr wäre es dann möglich, jemanden zu bestrafen, weil er dies nicht tut? Die Äusserungen von dieser Seite waren für mich also etwas konfus. Aber nehmen wir es, wie es ist. Ich bin dankbar für alle hier im Rat, die mich unterstützen. Ganz speziell danke ich aber den KMU, die sich, landauf, landab, bereits heute in diesem Bereich engagieren. Ihnen ein ganz herzliches Dankeschön, denn es hat noch relativ viele Leute, die auf Stellensuche sind und einen solchen Job haben sollten; nicht nur wegen des Geldes, sondern wegen ihrer persönlichen Wertschätzung.

Le président. Der Motionär halt an der Motion fest. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die Standesinitiative unterstützen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 28

Non 105

Abstentions 11

Le président. Sie haben die Standesinitiative abgelehnt.